



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture - BP 60002  
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 02/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AGINODE FRANCE SASU**

86 Avenue Jean Baptiste Clément

--

08170 FUMAY

**Références :** E2 - NiM/DeF - n° 24/216  
**Code AIOT :** 0005703021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 de l'établissement AGINODE FRANCE SASU implanté 86 RUE J BAPTISTE CLEMENT 08170 FUMAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGINODE FRANCE SASU
- 86 RUE J BAPTISTE CLEMENT 08170 FUMAY
- Code AIOT : 0005703021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Fumay produit des câbles électriques.

**Thème de l'inspection :**

- AN24 Rétention.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 4.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 5.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, point 3.5 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 4.4.1	Sans objet
3	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 4.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors d'un contrôle par sondage, il a été constaté qu'il y avait des produits incompatibles entre eux stockés sur la même rétention dans le magasin des huiles dont notamment un produit détergent (Néo Clean) et un biocide (Acticide OX) qui sont des bases fortes incompatibles avec l'huile (RENOLIN EXTRA 15 S).

Le site ne semble pas disposer de moyens suffisants permettant de confiner l'ensemble des eaux associées.

L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées mis à jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
<b>Constats :</b> Le stockage des produits liquides est réalisé sur des rétentions adaptées y compris au niveau de la zone de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, lors d'un contrôle par sondage, il a été constaté qu'il y avait des produits incompatibles entre eux stockés sur la même rétention dans le magasin des huiles dont notamment un produit détergent (Néo Clean) et un biocide (Acticide OX) qui sont des bases fortes incompatibles avec l'huile (RENOLIN EXTRA 15 S).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.
<b>Constats :</b> Le site ne dispose pas de tuyauteries de transport de matières dangereuses ou insalubres, ni d'effluents industriels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2001, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées y compris lors d'un accident ou d'un incendie et notamment celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies. Les eaux doivent s'écouler par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b> Le site ne semble pas disposer de moyens suffisants permettant de confiner l'ensemble des eaux associées. En effet, l'exploitant dispose uniquement de ballons obturateurs au niveau des évacuations vers la Meuse et n'a pas calculé le volume théorique nécessaire au confinement des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, point 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## **Annexe : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**

**Arrêté n° ... du ..... portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société AGINODE FRANCE SASU à Fumay**

**Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4519 délivré le 23 octobre 2001 à la société NEXANS TELECOM SYSTEMS pour l'exploitation d'une installation de production de câbles électriques sur le territoire de la commune de Fumay au 86 avenue Jean Baptiste Clément concernant notamment les rubriques 2560-1 et 2661-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant au bénéfice de la société AGINODE FRANCE SASU en date du 13 juin 2024 ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023/606 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

**Vu** l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4519 du 23 octobre 2001 susvisé qui dispose : « *Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.* » ;

**Vu** le point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé qui dispose : « *L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.* » ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;  
**ou**

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 16 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- a. lors d'un contrôle par sondage, des produits incompatibles entre eux étaient stockés sur la même rétention dans le magasin des huiles dont notamment un produit détergent (Néo Clean) et un biocide (Acticide OX) qui sont des bases fortes incompatibles avec l'huile (RENOLIN EXTRA 15 S) ;
  - b. l'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées mis à jour.
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4519 du 23 octobre 2001 susvisé et du point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où le mélange de deux produits incompatibles pourrait engendrer une réaction incontrôlée, l'absence de connaissance concernant l'état des matières stockées ne permettrait pas aux services de secours de mettre les moyens adaptés en cas d'incendie ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AGINODE FRANCE SASU de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4519 du 23 octobre 2001 susvisé et du point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société AGINODE FRANCE SASU exploitant une installation de production de câbles électriques sise 86 avenue Jean Baptiste Clément sur la commune de Fumay est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4519 du 23 octobre 2001 susvisé en disposant les produits incompatibles sur des rétentions distinctes, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – La société AGINODE FRANCE SASU exploitant une installation de production de câbles électriques sise 86 avenue Jean Baptiste Clément sur la commune de Fumay est mise en demeure de respecter les dispositions du point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé en disposant d'un état des matières stockées mis à jour, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5** – Conformément à l’article R. 171-1 du Code de l’environnement, en vue de l’information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l’État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société AGINODE FRANCE SASU.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Fumay ;
- Monsieur le Directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL